



Le devenir de l'Europe

**David Cayla, Enseignant-chercheur en économie.
Vendredi 20 octobre 2017 à Angers**

Devant un auditoire d'une quarantaine de personnes, David Cayla, a prononcé le vendredi 20 octobre 2017, à la Faculté de droit, d'économie et de gestion de l'Université d'Angers, une conférence sur le devenir de l'Europe qui s'est poursuivie par un échange avec la salle.

Enseignant chercheur à l'université d'Angers et auteur avec Coralie Delaume, d'un livre remarqué « La fin de l'Union européenne », M. Cayla s'est d'abord concentré sur l'état actuel de l'UE.

Période peut-être parmi les plus difficiles de son existence, l'UE a été frappée ces toutes dernières années par trois très graves crises :

- La crise de l'euro en Grèce a secoué la zone et soumis le pays à l'humiliation de la tutelle du FMI, de la B.C.E. et de la Commission et à une austérité extrême.
- La crise des réfugiés (l'afflux d'un million de syriens en Allemagne qui aurait pu mettre en péril l'espace Schengen, l'échec du programme de quotas présenté par la commission et l'accord peu glorieux confiant à la Turquie d'Erdogan le soin de retenir sur son sol les réfugiés.
- La crise du Brexit, extrêmement grave puisque pour la première fois un pays, une grande démocratie le Royaume Uni demandait à quitter l'Union selon l'article 50 du traité.

Le sommet de Bratislava qui devait tenter de surmonter ces crises et de relancer le processus d'intégration communautaire s'est révélé être un échec du fait des divisions entre États membres.

Au sortir de ces crises l'Union européenne n'est plus la même. Le président Macron a présenté des propositions de relance (refondation de la zone euro par la création d'un Ministre européen de l'économie de la zone euro et d'un parlement) mais il semble seul.

Deuxième axe de son exposé M. Cayla envisage l'avenir en projetant notamment plusieurs cartes très révélatrices des déséquilibres affectant l'Union. Ainsi l'on voit que la désindustrialisation, le déficit de la balance des paiements, le taux de chômage élevé caractérisent la périphérie de l'Union alors que le développement économique se concentre sur une zone médiane de l'Union allant des Pays Bas, de l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne à l'Italie du nord. L'effet d'agglomération (l'industrie appelant de nouvelles industries), la présence des quatre grands ports européens Rotterdam, Anvers, Hambourg, Amsterdam au nord de l'Europe, ne peuvent qu'accentuer continûment ce déséquilibre croissant du développement économique de l'UE.

En outre tant les effets de l'élargissement, de l'acte unique c'est-à-dire d'un grand marché devenu impraticable du fait des événements survenus depuis sa mise en place en 2000, sans parler des conséquences de la mondialisation, ne peuvent qu'accentuer les divergences de développement entre États membres. Pour ne pas disparaître certains États de la périphérie sont enclins (le Portugal par exemple) à imiter les politiques de dumping fiscal (Irlande, Luxembourg), de dumping social voire juridique (les mesures prises par le gouvernement hongrois pour ne pas reconnaître la Cour européenne de justice).

Quel est l'intérêt général que doit poursuivre l'UE sinon renforcer une solidarité dont ni le Budget européen, ni les Fonds structurels ne sont à la mesure des défis. Les circonstances actuelles ne paraissent pas favorables à une obligation d'une telle ampleur que l'on pense à la recrudescence des

visées identitaires (Catalogne, Ecosse), aux réticences des pays de l'Est, à la constitution difficile du prochain gouvernement allemand et en l'absence d'une opinion publique européenne véritable, c'est-à-dire informée.